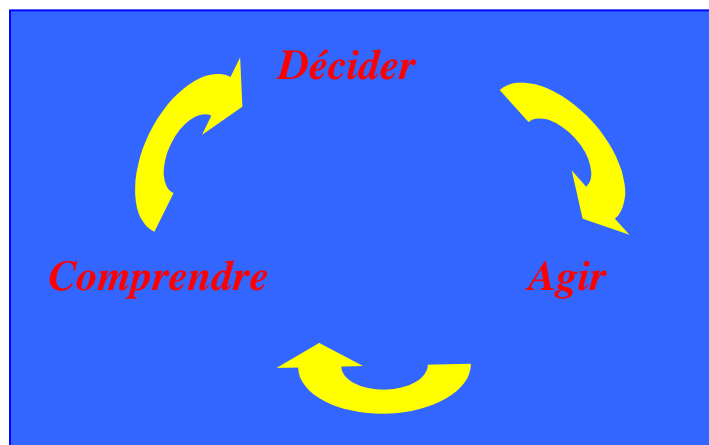


Ce scénario vise à illustrer ce que pourrait être la numérisation du champ de bataille à l'horizon 2010.

Il cherche à mettre en valeur le cycle de la numérisation :



CONTEXTE

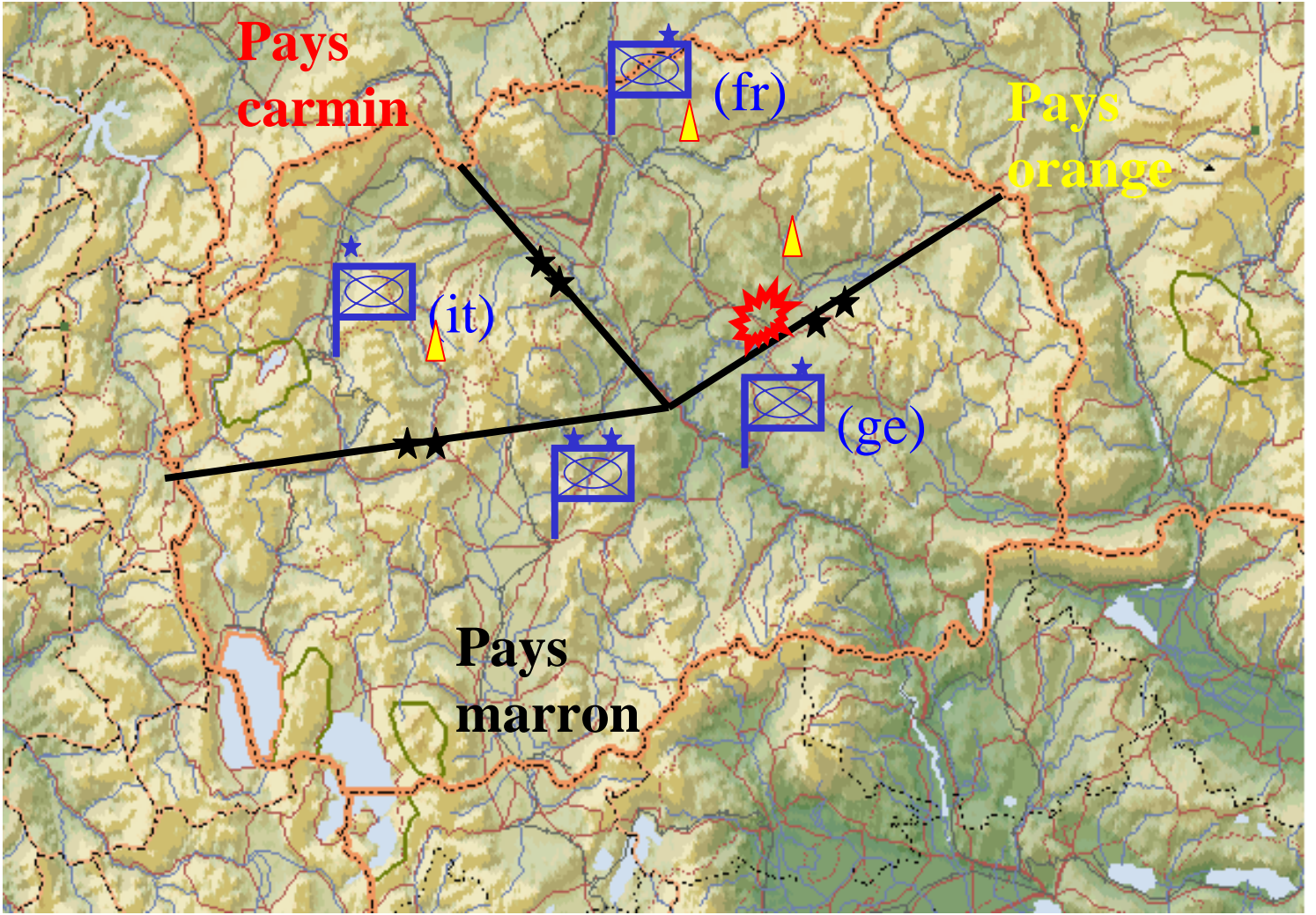
Le pays MARRON, mosaïque multiethnique est confronté à des revendications sécessionnistes de la minorité CARMIN concentrée en enclaves tout au long de sa frontière Nord.

Cette minorité, principalement regroupée en camp de réfugiés défend son droit à un rattachement à l'état CARMIN. Tout incident majeur pourrait constituer un prétexte d'intervention de CARMIN en territoire MARRON dans le but d'annexer ces enclaves et de réussir l'homogénéité ethnique.

CARMIN est d'autant plus menaçant qu'il a forgé une alliance militaire et des liens d'amitié avec le pays ORANGE, bordant la frontière EST de MARRON

MANDAT FORCES AZUR :

Notre intervention au profit MARRON se fait dans le cadre d'une résolution des Nations Unies. Elle prend la forme d'une coalition internationale (Etats-Unis, France, Allemagne, Italie) dans le cadre du chapitre 7 de la Charte. L'option stratégique retenue prévoit l'emploi de la force.



MISSION :

Maintenir l'intégrité territoriale et la souveraineté de MARRON face à la menace CARMIN et ORANGE. Assurer à cet effet une mission d'interposition entre CARMIN et MARRON sur un front de 200 Km et une profondeur de 250 km

Assurer la sécurité des minorités et la distribution de l'aide humanitaire dans les enclaves à forte présence CARMIN.

Constituer au niveau de la division une réserve d'intervention du niveau d'un bataillon blindé face à une menace majeure et imprévue en particulier ORANGE

CARACTERISTIQUE DU MILIEU :

Le théâtre d'opérations, accidenté et étendu, impose un dispositif lacunaire. Le réseau routier est peu dense et mal entretenu.

La mission impose une imbrication de notre dispositif avec les populations civiles qui réagissent très défavorablement à notre intervention en fonction de leurs revendications ethniques.

Enfin, une forte représentation d'ONG sur le territoire MARRON nous impose de coordonner nos actions civilo-militaires, les ACM.

UNITES ETUDIEES

Niveau choisi : division multinationale au sein d'un PCFIM (CA) dont le Commandement est assuré par les Etats-Unis.

Dispositif de la division en 3 zones nationales :

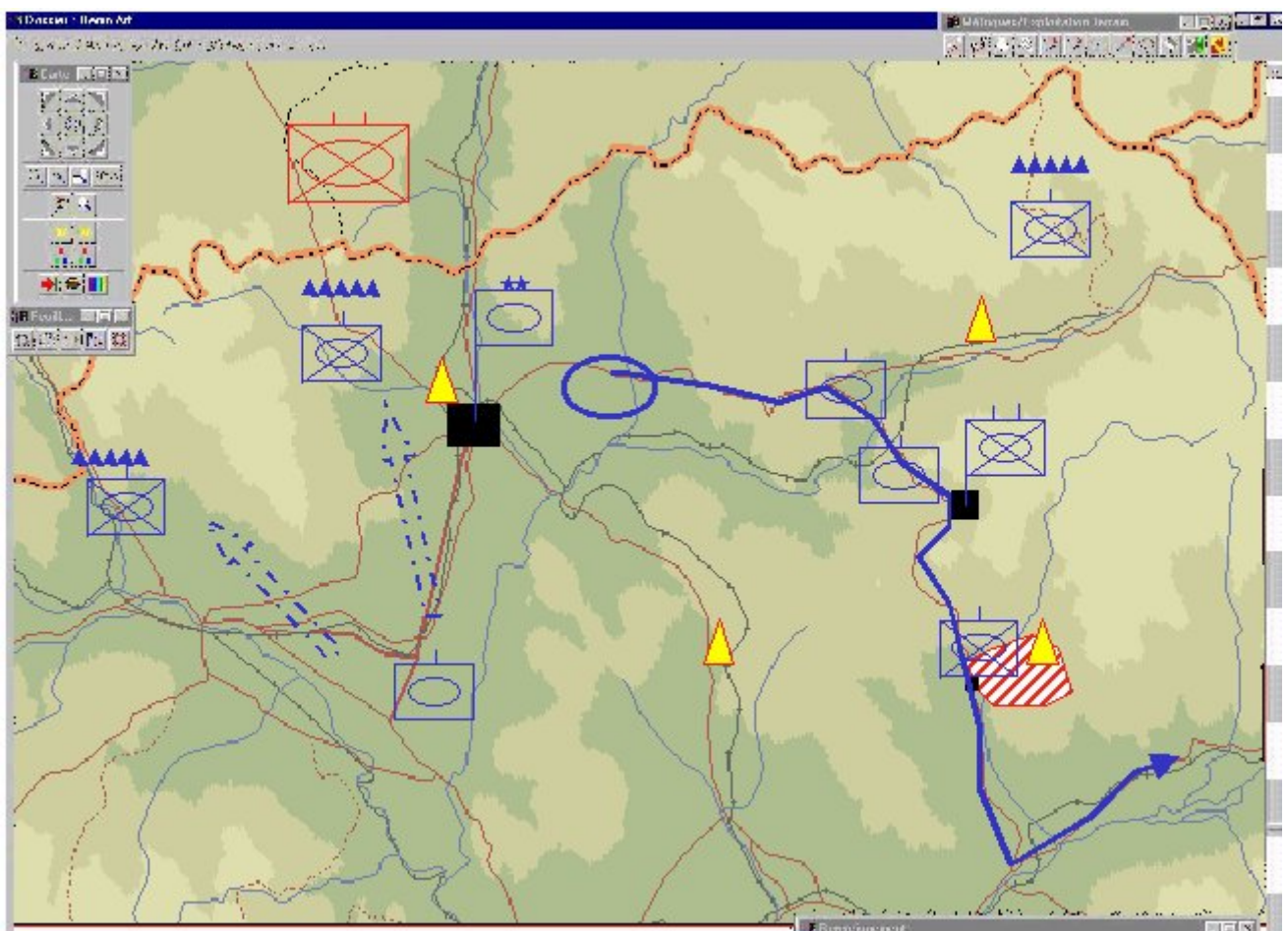
1 brigade française

1 brigade italienne (secteur nord-ouest)

1 brigade allemande en zone sud. (2 bataillons mécanisés allemands, 1 bataillon LECLERC français)

Dispositif d'interposition lacunaire en place depuis 6 semaines.

Situation générale sur l'écran de la cellule J3



Cette cellule suit en temps réel la situation de la brigade. Les positions ainsi que les attitudes des unités évoluent de manière automatique sur l'écran au fur et à mesure de la mise à jour par les systèmes d'information.

EVOLUTION DE LA SITUATION.

Le 12 mars 2010 :

De violents troubles inter-éthniques, qui couvaient depuis plusieurs mois, éclatent dans la ville de S divisée en quartiers à majorité CARMIN au sein de la population MARRON. Les revendications séparatistes s'étendent rapidement au camp de réfugié CARMIN au sud de la ville.

Cette dégradation généralisée de la situation confirme un risque de recrudescence des tensions sur l'ensemble de la zone frontière Nord, en particulier sur les trois camps de réfugiés CARMIN en zone Nord. Ces troubles pourraient fournir à CARMIN un prétexte d'intervention pour, au moins intervenir dans la région de la ville de S, principale zone de tension, au pire pour annexer une bande frontalière significative.

L'attitude du pays ORANGE, allié de CARMIN, pourrait confirmer la probabilité d'une menace de déstabilisation plus globale. Des mouvements de blindés ORANGE soulignent une première réaction à ces incidents.

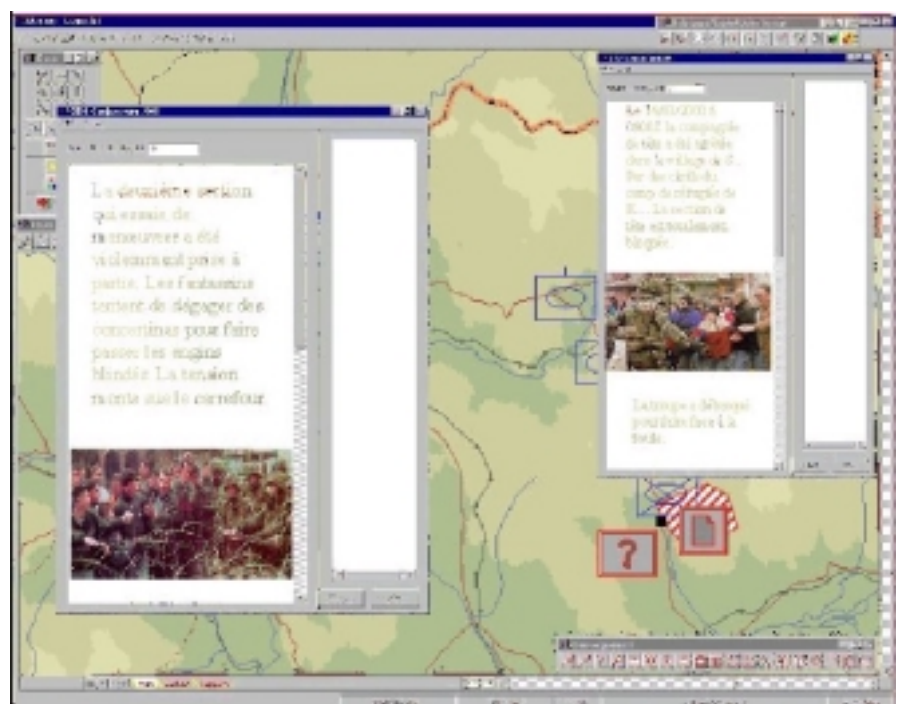
Le 13 mars 2010 :

En réponse à cette détérioration de la situation, les forces d'interposition AZUR décident de ré articuler leur dispositif afin de dissuader et si besoin de réagir dans les plus brefs délais à toute action de force CARMIN et surtout ORANGE sur la frontière MARRON.

La décision est prise par la brigade Nord sous commandement français de déployer son bataillon d'infanterie mécanisé allemand sous OPCOM (2 cies méca, 1 esc LEOPARD) face à la frontière Orange.



Le bataillon envoie un CR immédiat de situation avec une proposition d'aménagement de MA. Ce C.R immédiat est créé sous forme d'un symbole et d'un texte généré à partir de la console du bataillon.



Dès que la situation est certaine, le bataillon prépare un C.R. détaillé avec dossier contenant des photographies prises par les unités de tête. Ces dossiers sont envoyés sur le réseau et l'état major de la brigade peut les consulter en cliquant sur les icônes générées.

SCENARIO 1 : gestion d'un incident en temps réel.

Le 14 mars 2010 :

Le bataillon d'infanterie mécanisée LEOPARD allemand reçoit la mission et débute sa progression en direction d'une zone de déploiement à 40 km de la frontière ORANGE.

Vers **9 heures**, la compagnie mécanisée de tête est stoppée au nord de S par des mouvements de réfugiés qui manifestent leur mécontentement et bloquent les principaux axes.

Evaluation à chaud par radio de la situation par le chef de corps du bataillon LEOPARD allemand avec le général commandant la brigade NORD. Ce compte rendu arrive en temps réel par SIC au PC de la division et de la brigade.

« Ma compagnie de tête est bloquée dans sa progression au nord de S par des barrages de protestation de minorités CARMIN. Le mouvement semble parfaitement organisé et mené par des leaders extérieurs aux camps. Le dispositif en place ne nous laisse aucune possibilité de déborder. »

« Je vous fais parvenir des photos numériques de certains des incidents qui semblent souligner la présence d'éléments perturbateurs. Certains des leaders semblent avoir été reconnus. Mais ces photos valent mieux qu'un long discours ».

« Vous trouverez également la nouvelle carte mise à jour avec les points de blocage repérés et la position de tous nos pelotons »

Face au blocage de son itinéraire initial, le général commandant la brigade propose un nouvel itinéraire de mise en place par le nord mais demande des précisions sur la situation dans le camp de réfugié de K qu'il aura à traverser.

Préparation de la visioconférence au PC de la division à 03140920 Z



Console Rens

Console Log

Console « Suivi »

SCENARIO 2 : Visioconférence entre la brigade et la division.

Après avoir visionné la carte actualisée lui donnant une vision synthétique de la situation des sections dans S, le général commandant la brigade propose au GALDIV une brève visioconférence de synthèse :

« Je souhaiterais vous présenter la situation actuelle à chaud telle qu'elle nous parvient des bataillons déployés sur le terrain et confrontés à une très nette dégradation de la situation »

Le général cherche à souligner son inquiétude face à la situation actuelle en projetant quelques photos numériques des incidents avec les comptes rendus des sections.

« Tous les renseignements que je vous livre viennent de me parvenir. Il m'a semblé qu'il valait mieux, dans un premier temps, privilégier la rapidité de notre réaction plutôt que la précision du renseignement ».

Le général commandant la brigade trace, dans un premier temps, un bref point de la situation des difficultés de progression du bataillon blindé Nord

« Comme vous pouvez le constater sur cette projection de carte réactualisée, trois sections mécanisées sont bloquées dans leur progression vers la frontière ORANGE dans le village de S. Le restant du bataillon a pu se déployer en arrière des points de blocage mais aucun des itinéraires majeurs ne permet une progression vers l'est. Nos contacts permanents avec les ONG déployées sur le terrain et sont figurés sur la carte par les tentes. Ces contacts ne nous ont cependant pas permis d'anticiper cette situation.

« De nombreux indices qui restent à confirmer semblent mettre en valeur que ces mouvements et mécontentements de réfugiés pourraient faire partie d'une tentative de déstabilisation plus globale».

Nous tentons d'évaluer si ces incidents peuvent interdire toute ré articulation face à la frontière ORANGE et si nous nous trouvons face à un risque de détérioration globale de la situation à très court terme.

Le GAL DIV

« Je souhaite que soit étudiée la possibilité d'un débordement par le Nord quitte à traverser le camp de K. En tout état de cause je souhaite un point précis de la situation de ce mouvement de déstabilisation dans l'ensemble de la zone ».

Analyse des renseignements photos au PC division par interrogation de l'intranet de théâtre à 03140925 Z

SICF GED

Recherche

CLASSEMENTS RENSEIGNEMENT

- Faction S..
- Faction A..**
- Leaders politiques
- Chefs militaires
- Chefs milices**
- SVDPO
- Tigres noirs
- Forces nouvelles
- Colonel S. D....
- L. B....**
- O.R..

Dossier L.B..
Créé le 15/02/ 12:38:23

Titre	Fichier	Taille	Auteur	Créé le	Modifié le
power point		408 octets		12/02/ 15:31:45	

Personne recherchée: **L. B....**

Enregistrement TPI

photographie:

L.B.... connu sous le nom de guerre de "le Nigre" est connu pour ses actions auprès des milices paramilitaires manipulées par CAÏMIN.
Né le 26 mars 1970, il a participé à diverses opérations mercenaires.
Il a commencé sa carrière dans les années 1990 dans les Balkans où il a servi comme simple homme de troupe.
Il est alors parti pour le caucase pour son propre compte. C'est à ce moment qu'il prend contact avec les leaders nationalistes CAÏMIN.

Situation à 03140905 Z
face à la 2^e section de la
I^o compagnie



SCENARIO 3 : Processus de décision accélérée.

Le général commandant la division multinationale demande à la cellule renseignement de la division de mettre en valeur les indices de déstabilisation d'ensemble de la situation

« J'estime que ces indices ne sont pas fortuits. Je souhaite avoir des renseignements sur l'éventualité de déstabilisation de la situation par CARMIN en liaison avec ORANGE »

INTERVENTION CELLULE RENS

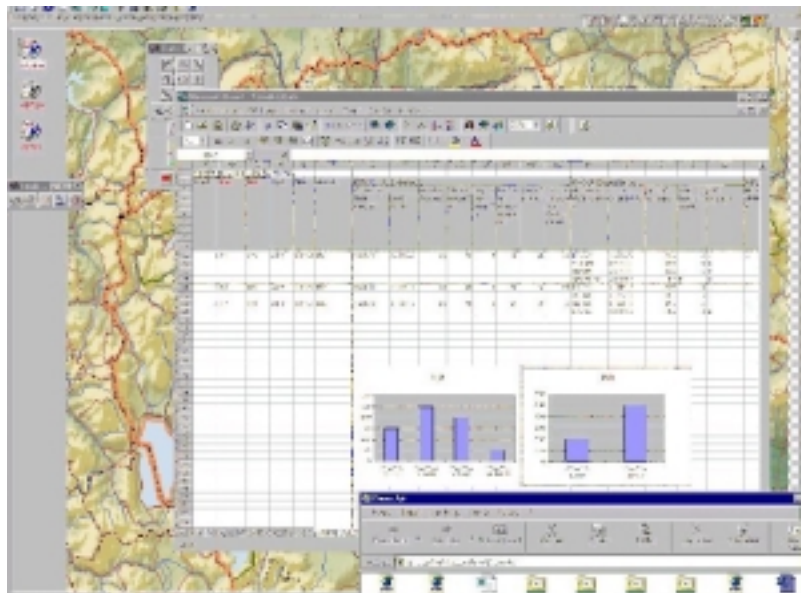
« Les renseignements sur les camps de réfugiés sont réactualisés par l'INTRANET de théâtre par la cellule ACM. Les derniers comptes rendus des ONG sur le camp de K soulignent des actions de manipulation des foules. Il y a une certitude de blocage de l'axe principal par les réfugiés mais également par des véhicules militaires venus de L. ».

« D'autre part, une exploitation des photos numériques envoyées par les compagnies mécanisées bloquées au niveau de la ville de Z nous a permis d'identifier M.V et C.R deux des principaux leaders sécessionnistes CARMIN. La base de données nous a également permis de mettre en valeur les liens entre des manifestants et des ressortissants du pays ORANGE. Je tiens à rappeler que chaque B2 a un accès direct à cette base de donnée jusqu'à niveau groupement tactique ou régiment. ».

« En ce qui concerne le pays ORANGE, je tiens à vous confirmer que nous avons concentré tous nos moyens disponibles pour confirmer la possibilité de concentrations de blindés pouvant menacer l'intégrité territoriale MARRON. Actuellement, nous traitons l'information d'un CL 289, d'un radar HORIZON et des moyens de ROIM, et URH . Ces renseignements seront fusionnés et analysés techniquement et mis en cohérence par la nouvelle section synthèse de rens brut de la BRGE. Mis en place dans la base de données, ces renseignements apparaîtront directement sur la carte en fonction de vos besoins. Nos renseignements sont essentiellement concentrés sur nos zones de lever de doute en arrière de la frontière ORANGE et en particulier le carrefour routier de FF et la zone industrielle de SS ».



La cellule J5 du PC div.. Après dialogue avec les brigades propose un MA en réaction à l'incident



La cellule J4 après interrogation des bases de données logistique intervient dans les propositions

INTERVENTION GALDIV

« En raison des incidents dans la ville de K, la possibilité de débordements par l'itinéraire Nord est inenvisageable. Le bataillon d'infanterie Nord ne semble donc pas en mesure de remplir sa mission de déploiement face à la frontière ORANGE.

Je vous demande de réfléchir sur une double possibilité.

D'une part, faisabilité technique et tactique du déploiement face à la frontière ORANGE du bataillon français LECLERC de la brigade Allemande au sud, actuellement en réserve d'intervention de la division dans la zone sud de la division.

D'autre part, je vous demande de continuer vos recherches et de me donner tous les indices de toute tentative globale de déstabilisation pouvant favoriser une intervention ORANGE.

J'ai l'intention de faire au plus vite un point presse. Je vous demande de me sélectionner les informations que je peux divulguer et qui sont sûres. L'esprit de notre manœuvre face à ORANGE est dissuasif. Un fort effet d'affichage doit être souligné tout en nous conservant une discrétion sur nos modes d'action. »

INTERVENTION MAN FUT

« Suite au jeu simulé de plusieurs MA et leurs effets sur l'ennemi, je vous propose 2 modes d'action possibles que nous sommes en mesure de vous projeter sur la carte de la situation générale :

H1 : Dans l'hypothèse où les troubles actuels restent sporadiques et qu'aucun lien n'est établi avec des menaces d'intervention CARMIN ou ORANGE, le blocage du bataillon d'infanterie sur la ville de K restera du niveau brigade. J'accepte qu'en raison de ces incidents la mise en place du dispositif dissuasif face à la frontière ORANGE soit d'un part retardé de 48 heures et, d'autre part, réduit à un escadron Léopard et une compagnie de VBCI allemande.

H2 : Si la menace d'une déstabilisation plus globale se confirme, la situation nécessite l'intervention du bataillon LECLERC en réserve d'intervention sud pour assurer la mission face à la menace ORANGE

Analyse des renseignements sur les autres camp de réfugiés au PC division par interrogation du site ACM de l'intranet de théâtre à 03140930 Z

SITUATION ACM

- Situation ONG
- Situation réfugiés
- Ethnie Marron
- Camp de W..
- Ethnie Orange
- Camp de L..
- Ethnie Carmin
- Camp de M..
- Camp de S..
- Camp de K..
- Bilans et Statistiques
- Organisation des ONG
- Situation au

Titre	Fichier	Taille	Auteur	Créé le	Modifié le
Situation générale		488 octets	FR 1203	15/01/05	
CR incidents	point	26912 octets	FR 1103	12/02/09	12/02/15

CR N°1 14/03/10 à 09h05 Z
Mouvement de foule dans la partie nord du camp. Des leaders de la faction C.. ont demandé par haut parleur aux hommes de se rassembler devant l'entrée principale du camp sur la route de L..

Vue du Nord du camp au moment du regroupement

CR N°2 14/03/10 à 09h17 Z
Face à la pression de la foule, la poste de garde de la police a laissé passer deux véhicules militaires arrivant de L.. Ces véhicules ont ensuite rejoint le village à proximité du camp.

Axe principal du village de R..
À 10h 32

Archives leaders

M. V..
Dirige l'antenne du parti C. sur le camp depuis le 12/04/09

C..R..
Ancien officier des renseignements de l'armée C., responsable de la sécurité sur le camp depuis 5 mois, il a gardé de

INTERVENTION CELLULE LOG

Il est 10 heures.

Le colonel responsable de la logistique souligne les contraintes logistiques du 2° mode d'action en raison d'une part de la distance et de l'itinéraire à parcourir, d'autre part en raison des états des potentiels LECLERC :

« Pour ce qui est des potentiels LECLERC, je viens de les vérifier sur le SIMAT. Le bataillon d'intervention qui était en alerte est à 100% de disponibilité et tous ses rechargements sont faits.

Une interrogation sur SIMAT de la position, et de la disponibilité des portes chars LECLERC permet d'avoir une évaluation immédiate et précise de leur utilisation possible. Ils se trouvent sur la zone de déploiement du bataillon d'intervention LECLERC actuelle.

Les délais de regroupement et d'embarquement des portes chars est réduit à 1 heure et le transport jusqu'à la zone de déploiement face à ORANGE peut être estimé à 5 heures.

Je soutiens donc la faisabilité logistique du H2 sous un délai de 6 heures. Je tiens à souligner qu'aucune autre unité de la zone de la division. Interrogée par SIMAT ne peut égaler ces délais malgré des temps de mouvements inférieurs pour les brigades Nord et Nord-Ouest »

DECISION DU GENERAL

« Je souhaite l'application du 2° mode d'action:

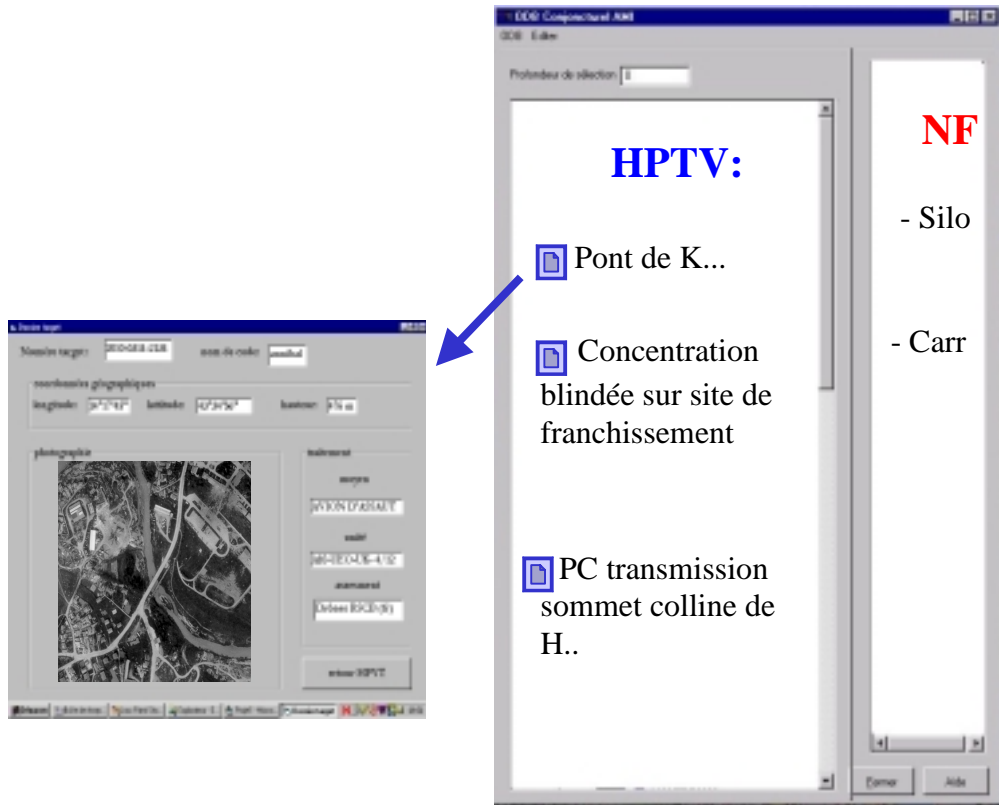
D'une part, changement de mission pour le Bataillon d'infanterie mécanisée allemand de la brigade Nord-Est qui assurera le contrôle de la situation sur la ville de S jusqu'à la fin des troubles.

D'autre part, attribution de la mission de déploiement dissuasif sur la frontière ORANGE au Bataillon LECLERC français en réserve d'intervention de la division dans la zone Sud - Est.

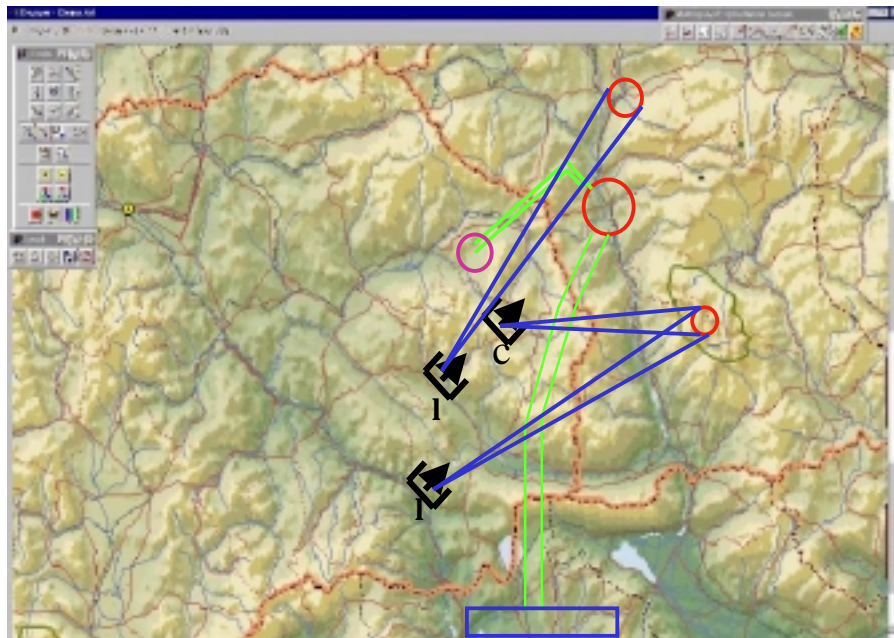
Ce déploiement sera précédé par la mise en place immédiate de L'escadron d'éclairage et d'investigation de la division (EEI) pour reconnaissance d'itinéraire et aide au déploiement et à l'intervention du bataillon LECLERC. »

DEMANDES RENS DU GENERAL :

Détermination de l'itinéraire favorable afin de privilégier la rapidité et la discrétion de la mise en place du bataillon d'intervention blindé.



La cellule targeting reçoit la liste des objectifs prioritaires et peut interroger les dossiers d'objectifs



La cellule coordination 3D demande alors en temps quasi réelle l'affectation de créneaux de temps à l'intérieur d'un time bloc d'ATO

Suivi et évolution de la menace sur le territoire MARRON tout particulièrement la présence d'éléments infiltrés et de milices CARMIN et ORANGE pouvant entraver notre liberté de mouvement.

En tout état de cause, je souhaite être informé des délais nécessaires pour réagir à une menace majeure à la frontière CARMIN ou ORANGE. »

SCENARIO 4 : le TARGETING

Le chef d'état-major vient de convoquer la cellule de targeting. Les représentants des différentes cellules (J2 J3 J5) arrivent au poste central et se connectent sur les consoles en place en initialisant les ordinateurs avec leurs « login ». Le chef de la cellule reçoit directement par messagerie, les dernières mises à jour des tableaux de traitement des objectifs et les nouvelles classifications des cibles. La HPVT (Hight Play Value Target) définie clairement avec les autorisations des plus hautes autorités, les cibles qui seront engagées dans le prochain time block de 24 heures.

Par l'intermédiaire d'un menu déroulant, le chef de la cellule appui gestion de l'espace prend en compte les missions qui sont confiées ou qui se dérouleront dans la zone d'intérêt de la division. L'ensemble présente outre un catalogue précis de la cible, ses coordonnées, la photographie la plus récente, les moyens mis en œuvre par l'échelon supérieur pour agresser et évaluer les dégâts occasionnés.

Pour la division, la console suit en temps réel le positionnement des lanceurs, les munitions disponibles et les délais pour activer les différents capteurs. Les volumes engagés sont matérialisés permettant une gestion fine des couloirs de pénétration basse altitude des appuis aériens.

L'interaction des deux systèmes se matérialise par la mise à jour des cibles sur la carte appui de la division. L'intelligence artificielle du nouveau logiciel d'aide au tir et aux liaisons de l'artillerie propose les meilleures associations lanceurs, capteurs, cibles et génère, dès la prise de décision, les messages d'alerte de mission pour les différentes unités sur le terrain. L'ATO est automatiquement contrôlé et un séquençement de circonstance est proposé.

Les cibles justiciables de tirs des moyens « artillerie » dédiés sont pour certains hors de portées des batteries. Le logiciel propose donc les ordres de mouvements des lanceurs mais également suggèrent de transférer les demandes vers l'échelon supérieur en générant des demandes CAS sur la console de l'officier de liaison air présent.

Cependant certaines cibles qui sont de la responsabilité de la division exclut l'utilisation de moyens de destruction. Le chef de la cellule interroge l'officier transmission pour connaître les capacités de brouillage disponible afin de couper les communications par téléphone portable entre Orange et les camps de réfugiés. Après interrogation de sa base de données, la réponse apparaît sur le grand écran visible de tous les intervenants. Les deux BROMURE NG présents dans la zone sont en mesure dans un délai de deux heures de brouiller toutes les communications, cependant l'écoute des réseaux semble plus intéressant que leur suppression.

Une décision de commandement est donc nécessaire. Le chef d'état-major envoie un message sur la console du général. Reprenant les conclusions de la cellule renseignement et les possibilités offertes par les moyens d'agression et d'écoute, le message suggère d'écouter les communications tout en étant en mesure de les brouiller avec un préavis de 15 minutes.

Le comité de targetting / ciblage termine son tour de table et la mise à jour nominale des bases de données. Les comptes-rendus sont adressés à l'échelon supérieur. Les cibles assignées sont maintenant affectées d'un « time block », d'un moyen d'agression, d'une qualité et d'une quantité de munitions et le moyen de contrôler les dommages est défini. Les ordres ont été donnés aux niveaux d'exécution. La chaîne logistique a été destinataire de la partie consommation en munitions qui lui permettra d'initier les reconstitutions.

L'étude se termine par une vérification des actions envisagées pour le lendemain et les implications sur les mouvements et les moyens disponibles. Après un dernier tour de table, le chef d'état-major clôt la réunion et donne rendez-vous pour le soir. Chacun se déconnecte et rejoint sa cellule d'origine, tout en étant toujours destinataire de tous messages dont l'attache commence par « TARG ». Le grand écran s'obscurcit, le silence retombe sur la cellule de targetting.

SCENARIO 5 : CONFERENCE AVEC REP FRANCE

Le général commandant la division effectue en visioconférence un rapide point de situation avec le REPFRANCE..

Dans un premier temps, il présente une rapide analyse de la situation.

« De nombreux indices analysés confirment que nous sommes confrontés à un mouvement de déstabilisation globale et non plus à un simple mouvement de mécontentement limité aux camps de réfugiés.

Nous vous projetons sur cet écran des photos prises par nos éléments bloqués par les manifestations qui confirment la présence de leaders CARMIN et ORANGE parmi les manifestants.

De même, les renseignements satellitaires que nous vous projetons maintenant confirment très clairement d'importants mouvements de blindés ORANGE qui réarticulent leur dispositif le long de la frontière EST de MARRON

Les mouvements de protestation des réfugiés et la menace ORANGE semblent concertées».

Mon MA consiste à

Tout en contenant localement les troubles dans les camps de réfugiés, dissuader ORANGE d'intervenir sur le pays MARRON. J'ai ainsi décidé de réarticuler le dispositif et d'engager mon bataillon d'intervention LECLERC actuellement en zone SUD sur une zone de déploiement le long de la frontière ORANGE. »

A l'issue de la présentation, le REPFRANCE donne son aval à ce mode d'action en introduisant cependant quelques limitations d'emploi :

« Je souhaite qu'en aucun cas nos éléments ne franchissent de la frontière ORANGE et que votre dispositif reste dissuasif ».

« De même, en cas d'utilisation des feux d'artillerie, j'interdis des feux dans la profondeur au-delà de 15 km de la frontière ».

« Dans le même esprit, je ne souhaite pas d'émission IEM au-delà de la zone des combats »

CR n° 27
 Gare de triage de
 V...
 32 T WU 823/527
 GDH: 0314 0437
 Débarquement de
 8 x 2S5 et départ
 vers la route de
 Br...
 CR n°26

GDH: 0314 1623

GDH: 0314 1713

GDH: 0314 0437

GDH: 0314 16577

Mission drone n° 3

Mission drone n° 3

CR n° 32
 route A secteur
 32 T WU 802/
 GDH: 0314 17...
 En progression
 vers l'ouest sur
 axe principal à
 km/h
 Colonne: 12xT80,
 6x BTR 60 PB, 2

00:35

00:38

SCENARIO 6 : ARRIVE DU RENSEIGNEMENT DE LEVER DE DOUTE

Afin de ne pas favoriser les tensions frontalières avec ORANGE, le bataillon LECLERC se met en place par porte char dans trois zones de déploiement préalablement reconnues par l'EEI à environ 30 kilomètres de ses positions de combat éventuelles. Une aide au mouvement en temps réel est effectuée par l'EEI.

Plusieurs sources de renseignement (URH en place en arrière de la frontière ORANGE, imagerie d'origine satellite et DRONE) facilitent une localisation précise et immédiate de l'ennemi.

L'actualisation du renseignement permet de fixer 3 critères de lever du doute.

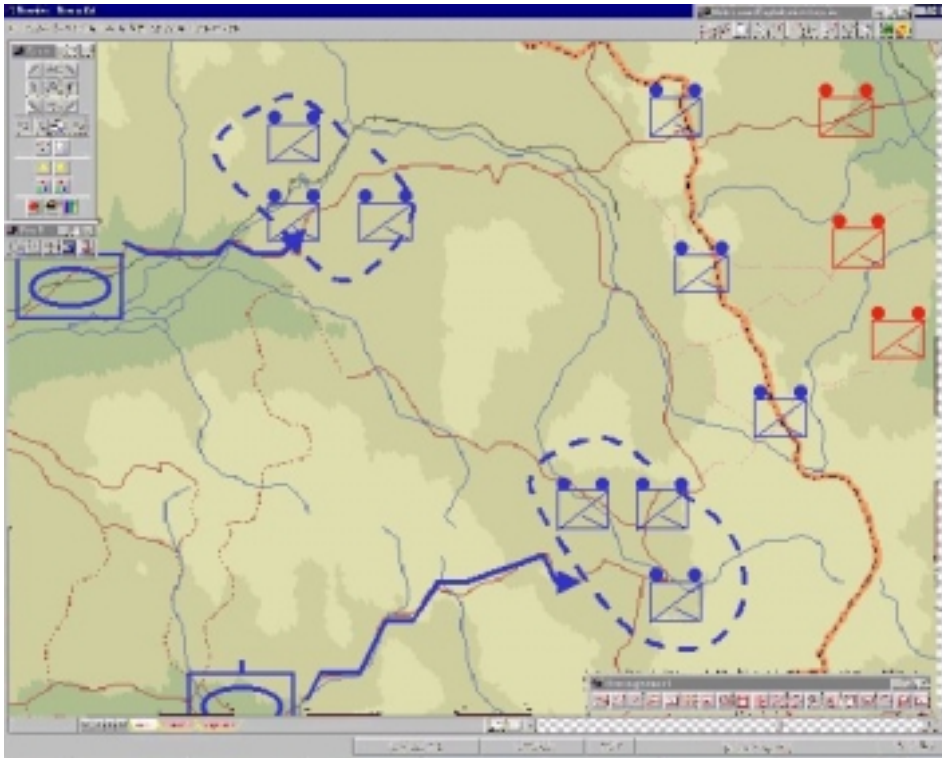
Les délais de transmission et de traitement du renseignement étant réduits, l'ordre et la mise en place des LECLERC en zone de combat se limitent à 2 heures.

A° ORDRE DE LA BRIGADE AU BAT LECLERC ZONE SUD

Le chef de corps reçoit l'ordre de mettre en place un dispositif dissuasif de coup d'arrêt sous forme graphique.

Toutes les positions ont été reconnues par l'EEI qui a transmis les itinéraires de mise en place et les possibilités de plans de feux sur chaque position proposée. De plus, l'EEI facilite la mise en place du BAT LECLERC en envoyant directement des photos de zones de mise en place par SIR.

Le bataillon rejoint au plus vite sa zone finale d'engagement en transmettant ses éléments directement aux CDU.



La console SIR du commandant de bataillon est renseignée pour la position de ses éléments par les SIR des commandants d'escadron, et directement par les patrouilles qui vont diffuser sur le réseau les dossiers de position des LECLERC



Une patrouille de reconnaissance transmet par radio un dossier de position pour un LECLERC sous forme d'une photographie renseignée.

SCENARIO 7 : engagement du BAT LECLERC

Le général visualise dans les meilleures conditions possibles le dispositif du bataillon LECLERC projeté sur une carte unique constamment réactualisée. Cette réactualisation économise de permanents comptes rendus.

En vue d'affirmer notre posture dissuasive, le bataillon LECLERC met en place un dispositif de coup d'arrêt en arrière de la frontière ORANGE. Le commandant de bataillon LECLERC transmet son dispositif et ses plans de feux au PC de la brigade. Tous les LECLERC sont reliés par GPS ce qui permet de connaître leur position exacte. La visualisation sur carte des plans de feux permet d'avoir une vision d'ensemble du dispositif sur carte.

Le Gal DIV peut visualiser la position en temps réel des unités mais également les itinéraires libres à la manœuvre.



Le chef de char reçoit sur son écran de SIT les mises à jour de l'itinéraire reconnu par la patrouille de reconnaissance qui lui transmet aussi une photographie renseignée de son secteur de surveillance et de tir

SCENARIO 8 : Le point de presse.

Il est 19 heure, heure française ce 15 mars 2010. A une heure des différents journaux télévisés, le général se prépare à présenter le film des évènements de la journée à plus de 100 journalistes de la presse internationale. Réuni sous un préau d'une école maternelle, les journalistes s'installent et branchent leurs ordinateurs portables aux différentes prises de courant. Les essais de liaison avec leurs rédactions ont déjà été effectués. La liaison satellite mis en place à leur intention donne entière satisfaction tant pour le texte que pour les photos qui illustreront leurs articles.

La traduction simultanée pour les correspondants étrangers est facilitée par le logiciel de traduction automatique qui propose plus de 20 langues différentes. L'écoute par casques reliés par faisceaux laser laisse une grande liberté de mouvement.

Lors de l'entrée du général et de son conseiller en communication, le silence s'instaure. La gravité des évènements suffisent à supprimer l'ambiance bon enfant qui régnait jusque là.

Derrière les deux intervenants, un écran plat géant de deux mètres sur trois, présente l'image du colonel commandant le bataillon Leclerc. Relayé par visioconférence, il pourra si nécessaire répondre aux questions en direct depuis son véhicule de commandement.

En préambule, le général remercie les journalistes de leur présence. Il fait part d'un message du président de la république qui assure de son entière confiance l'ensemble des troupes engagées sur le théâtre. Il cède alors la place à son porte-parole qui commente le film des évènements des deux derniers jours. Projetant une carte de la situation, il illustre son propos en incrustant les photos prises sur les lieux. Les mouvements de foules sont commentés et les meneurs sont présentés. Les photos sont automatiquement envoyées par l'intranet aux différents ordinateurs connectés.

En fin de conférence, le général se prête au jeu des questions. Les différents opérateurs se tiennent prêt à projeter les éléments de la base de vulgarisation. Les éléments qui y figurent, bien que déclassifiés, sont la représentation de la réalité du théâtre.

Les rendez vous sont pris pour les interventions en direct au cours des journaux du soir. Les journalistes se mettent au travail et l'on entendra tard dans la nuit crépiter les claviers d'ordinateurs.rnet.fr